

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.943

Le ministre de l'Agriculture accompagnera le président de la République

Echéance 2017 Dans 9 jours la décision ?

Dans 9 jours, François Hollande sera à La Réunion. Il sera accompagné de deux ministres : George Pau-Langevin et Stéphane Le Foll. Ce dernier est responsable de l'agriculture.

Le rendez-vous de Bois-Rouge sera décisif.

C'est dans la cour de l'usine que François Hollande doit s'exprimer.

Donnera-t-il aux planteurs et à l'usinier la garantie d'une aide suffisante pour le maintien de la filière canne après 2017 ?



L'usine de Bois-Rouge va-t-elle fermer en 2018 ? Dans 9 jours, François Hollande doit y tenir un discours. Le ministre de l'Agriculture sera aussi présent.

Le 21 août prochain, François Hollande sera à La Réunion. En une journée, il doit accomplir les différentes séquences prévues lors de la visite annulée des 25 et 26 juillet dernier. Le chef de l'Etat sera donc à Saint-Pierre, puis à Saint-Joseph, à Saint-André, à Saint-Benoît, à la Plaine des Palmistes, au Port et à Saint-Denis. Si les communes visitées ne change pas, celui de la délégation française connaît une modification importante. Ce ne sont plus une mais deux ministres qui accompagneront le président de la République. Le nouvel invité n'est autre que Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture. Cette modification souligne toute l'importance que Paris attache au rendez-vous de Bois-Rouge. C'est en effet dans la cour de l'une des deux dernières usines sucrières de La Réunion que François Hollande doit faire un discours.

Stéphane Le Foll est le ministre de tutelle sur ce dossier. C'est lui qui a voté au nom de la France pour la suppression des quotas et du prix garanti du sucre en 2017.

Que faire dans moins de 3 ans ?

Les données du problème sont bien connues. En 2001, l'Union européenne a choisi d'ouvrir totalement son marché aux marchandises produites dans les pays du groupe PMA, soit plusieurs voi-

sins tels que le Mozambique, la Zambie, Madagascar ou la Tanzanie. Considéré comme stratégique, le sucre était protégé jusque 2009. C'est l'application de cet accord qui a entraîné la disparition du quota et du prix garanti pour le sucre produit à Maurice depuis 2009.

En 2005, l'Union européenne est condamnée par l'Organisation mondiale du commerce pour concurrence déloyale sur le marché du sucre. C'est le régime protecteur des quotas et des prix garantis qui sont mis hors-la-loi suite à une plainte du Brésil, du Thaïlande et de l'Australie.

En conséquence, l'Union européenne modifie son règlement. Pour la période 2006-2013, elle baisse les quotas et le prix garanti du sucre. En Europe, les industriels choisissent d'utiliser les aides pour amortir le coût social de la restructuration de la production de sucre de betterave. Ils ferment la moitié des usines, multiplient par deux la productivité. Leur but est d'anticiper la fin des quotas et d'être compétitif pour se maintenir en Europe et s'étendre en dehors. La fin des quotas leur permettra en effet de produire sans limite.

A La Réunion, l'aide possible n'a pas été utilisée pour la restructuration. Elle a servi à financer le maintien du prix de la canne payé par l'usiner.

l'écart de productivité s'est creusé entre le sucre de betterave et le sucre de canne de La Réunion. D'après l'audition du président de Téréos Océan Indien devant la Délégation de l'Outre-mer de l'Assemblée nationale, cette différence s'élèvera en 2017 à 200 euros toutes subventions comprises, au détriment du produit réunionnais.

Le rapport parlementaire qui a suivi demande notamment que la France augmente de 90 à 128 millions d'euros la subvention annuelle versée à la filière canne, pour compenser le déficit de compétitivité. Cela porterait à plus de 200 millions d'euros l'effort des pouvoirs publics en faveur d'une filière qui pèse 30.000 emplois directs et indirects à La Réunion.

Les données sont clairement posées, et les militants du PCR ont mené une campagne d'information et d'explication pour que les planteurs puissent précisément mesurer l'enjeu de la visite de François Hollande à La Réunion. La présence du ministre de l'Agriculture souligne la justesse de cette orientation, car cela signifie que le 21 août sera une date essentielle dans l'histoire de La Réunion: la survie ou l'explosion. natoire vieux de 67 ans.

La survie ou l'explosion

A la fin de cette période de six ans,

Édito

Le monde a changé, les dirigeants occidentaux sont-ils prêts à l'accepter ?

En 2003, George Bush lance l'invasion de l'Irak. Deux ans après les attaques du 11 septembre 2001, il a saisi l'occasion pour offrir à ses alliés les puits de pétrole irakiens. Il réussit à entraîner une grande partie des membres de l'OTAN dans cette aventure. 8 ans plus tard, alors même qu'en Afghanistan et en Irak rien n'est réglé, les Occidentaux déstabilisent d'autres pays ; ils se félicitent du renversement du régime d'Hosni Moubarak en Egypte, puis de l'assassinat de Kadhafi. L'Etat syrien était la prochaine cible sur leur liste criminelle ; mais au lieu d'un coup d'Etat, ils organisent et financent une guerre civile. Le monde entier découvre les fameux « Jihadistes », présentés comme des vertueux qui veulent renverser l'Etat. De véritables mercenaires à la solde de l'Occident et d'Israël.

3 ans après le début de la guerre de diversion en Syrie, le gouvernement fantoche irakien n'arrive pas à contenir la poussée d'autres Jihadistes, anciens mercenaires des Etats Unis. Profitant du vide étatique, ils sont arrivés en simple pick-up, à moins de 100 kilomètres de Bagdad. Complètement tétanisés, les occidentaux n'ont pas réagi à temps. Leurs anciens protégés contrôlent le nord du pays. Les populations sont soumises à des horreurs qualifiées de crime contre l'humanité. Des milliers de paisibles personnes ont fui vers le Kurdistan irakien. Mais cette région est maintenant menacée par ces Jihadistes. Ces derniers ont uni leurs forces à ceux de Syrie, et ils ont proclamé la renaissance du Califat. Il a suffi d'à peine 10 ans et les occidentaux ont réussi la remise en cause des frontières héritées du démantèlement de l'Empire Ottoman, après la Première guerre mondiale.

Auteur de l'intervention déstabilisatrice, l'Occident n'arrive plus à maîtriser ni sa création ni ses créations. Et ce sont les minorités religieuses qui en paient le prix le plus lourd.

Dans l'Est de l'Europe, la guerre civile en Ukraine échappe là aussi au contrôle des dirigeants occidentaux. Ces derniers ont soutenu les auteurs d'un coup de force contre un gouvernement élu en Ukraine. Les Etats Unis ont envoyé des spécialistes pour encadrer les manifestations. Puis, l'OTAN a commencé à déployer de l'aviation dans les pays Baltes et en Pologne, confirmant sa stratégie selon laquelle la Russie doit être traitée en ennemi.

Le pouvoir fantoche de Kiev bombarde d'autres Ukrainiens dans l'Est du pays. L'assaut est lancé contre Donetsk, ville de plus d'un million d'habitants. C'est le moment choisi par l'Union européenne et les Etats-Unis pour prendre des sanctions économiques contre la Russie. En réponse, la Russie a décidé de sanctionner les auteurs des sanctions.

Du coup, c'est la panique en Europe. La FNSEA monte au créneau pour voler au secours des agriculteurs pénalisés par le refus russe d'acheter fruits et légumes. En Allemagne, c'est l'inquiétude au sujet d'une extension de l'embargo vers d'autres produits. Quant à la Pologne, elle demande aux Etats-Unis d'accepter d'ouvrir son marché aux pommes interdites d'exportation vers la Russie. Les dirigeants occidentaux ont tenté de déstabiliser la Russie ; c'était trop gros pour avaler ; ils ont finalement désorganisé un secteur économique qui tirait une part importante de sa richesse des échanges avec la Russie.

Au Moyen-Orient et en Europe, les dernières initiatives des Etats-Unis et des anciennes puissances coloniales accentuent la confusion. Sauront-ils reconnaître que le monde a changé avant de provoquer de nouvelles catastrophes?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Mauvais chiffres de l'économie française

Faible croissance en perspective

Selon les dernières données de l'INSEE, la production a diminué au cours des trois derniers mois, dans l'industrie manufacturière d'1,2% et de -0,5% dans l'ensemble de l'industrie. Une diminution qui aura un impact sur la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France.

La publication est prévue jeudi. Le chiffre de la croissance au second trimestre devrait être en-dessous des prévisions du gouvernement. Le Premier ministre, Manuel Valls avait d'ailleurs prévenu que «la rentrée (allait être, ndlr) difficile en matière de conjoncture économique».

Face à ces récentes données, le gouvernement va devoir réviser sa prévision de croissance pour 2014 d'1% et d'1,7% pour 2015, ce qui conduira à un déficit supérieur à 3,8% de PIB en 2014. Il dépassera encore nettement 3% en 2015.

Baisse de la production industrielle

En net recul sur la totalité du second trimestre, la production industrielle est un outil nécessaire pour estimer le niveau de la croissance d'un pays. Or, «le signal donné par cet indicateur est négatif pour la contribution de la production industrielle au PIB au deuxième trimestre», a expliqué au quotidien Les Echos, Vladimir Passeron, de l'INSEE.

L'ensemble des secteurs de l'industrie sont en repli, comme dans les autres produits industriels (-0,9%), les équipements électriques, électroniques, informatiques, machines (-1,8%), les matériels de transport (-1,1%) ainsi

que dans les industries agricoles et alimentaires (-1,0%). Elle diminue fortement dans la cokéfaction et raffinage (-6,8%). La chute du BTP devrait représenter un manque à gagner de 0,4 point de PIB cette année. «La construction est le secteur qui pèse le plus sur l'activité en France aujourd'hui», ont indiqué les économistes d'Exane- BNP Paribas.

Bien que la consommation des ménages ait tenu le coup, celle-ci est principalement due aux dépenses de chauffage et à la faiblesse temporaire de l'inflation. Cependant, cet indicateur ne permettra pas d'augmenter le PIB du pays.

L'INSEE prévoit 0,2% de croissance au second trimestre alors que les économistes de Morgan Stanley estiment que la croissance sera «nulle». D'ailleurs, pour le troisième trimestre, la Banque de France a estimé à + 0,2% seulement. Contrairement aux annonces de François Hollande, le tournant ne s'est pas annoncé pour la France, dont la reprise se fait toujours attendre.

Aucune reprise économique

Pour Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque, interrogé par l'Agence France Presse, «il y a fort à parier que l'année 2014 va acter la

stagnation économique en France». Même constat pour les experts de l'institut Xerfi, qui pensent qu'il «sera difficile d'accrocher plus de 0,6% de croissance cette année en France». Ces derniers ont estimé que la France «est plus proche d'une rechute que d'une reprise en fanfare».

Face à cela, le gouvernement devrait annoncer de nouvelles réformes d'austérité, qui ne ralentit pas, pour l'un des économistes de la Deutsche Bank. Gilles Moec a expliqué que «le rythme d'austérité budgétaire ne ralentit pas en France. L'effort de réduction des déficits n'est pas fait via des augmentations d'impôt mais des baisses de dépenses publiques, ce qui pèse à court terme sur la croissance. La difficulté, c'est que la France doit faire un double ajustement en même temps : réduire le déficit public et rétablir la santé financière des entreprises en modérant les salaires». En dépit des annonces, la France ne devrait pas avoir de croissance forte d'aussitôt. Pour les économistes de Natixis, le pacte de responsabilité, dont le but selon le gouvernement est de redresser la compétitivité et la rentabilité des entreprises, «sera plus coûteux initialement en perte de croissance et ses effets positifs seront plus tardifs et moins visibles que le plan Schröder».

Céline Tabou

Sécheresse : reconnaissance de l'état de calamité agricole

Conformément à la procédure, un arrêté préfectoral a été pris le 7 août 2014 pour définir les zones et les productions impactées par la sécheresse. L'instruction des dossiers est assurée par la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) de La Réunion.

Pour les productions hors canne à sucre, les dossiers de demandes d'indemnisation sont à retirer :

- dans les mairies ou dans les points verts de la Chambre d'Agriculture (liste disponible auprès de la Chambre d'Agriculture) pour les producteurs non adhérents ;
- à une Organisation de Producteurs (OP) ou à une SICA auprès des OP et des SICA pour les adhérents de ces structures.

Pour les productions de canne à sucre, les planteurs éligibles sur la base des tonnages livrés en 2013 recevront directement par courrier un dossier d'indemnisation à remplir.

Il est souligné que les pièces à fournir avec la demande d'indemnisation comprennent les documents relatifs à la situation sociale et fiscale des exploitations agricoles.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 12 septembre 2014.

Pour tout renseignement, contactez la DAAF au 02 62 33 36 21 / 02 62 33 36 23 / 02 62 33 36 41 / 02 62 33 36 22

Ukraine

L'aide humanitaire russe contestée

Le 6 août, la Russie a proposé d'envoyer une aide humanitaire dans l'est de l'Ukraine, en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), escorté par ses représentants russes. Pour les États-Unis, cette aide humanitaire est «une invasion directe» de la Russie en Ukraine.

«Nous proposons d'envoyer à Donetsk, Lougansk et d'autres localités d'Ukraine où se trouvent des déplacés internes, des convois d'aide humanitaire russe, sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge et sous escorte de ses représentants», a annoncé le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU Vitali Tchourkine, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU.

Conditions de vie déplorables

Les habitants de l'est de l'Ukraine, notamment dans la ville de Lougansk, vivent sans électricité, ni eau courante et aucune liaison téléphonique et internet ne sont possibles. Alimentation, médicaments, eau potable deviennent rares, laissant craindre une catastrophe sanitaire. Selon les Nations Unies, 1.129 civils ont été tués et 3.442 blessés dans les hostilités entre la mi-avril et le 26 juillet. A l'occasion de cette réunion extraordinaire, Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, s'est dit préoccupé par «la situation humanitaire qui se dégrade dans certaines parties de l'est de l'Ukraine». D'après, le porte-parole de ce dernier, «des civils inno-

cents pris au piège des combats continuent de mourir. Le nombre de ceux qui fuient la région continue de croître. Réparer les infrastructures vitales, notamment l'eau et l'assainissement, est indispensable pour un retour à la vie normale.

Dans un tel contexte, les Nations Unies ont décidé de se mobiliser, en coordination avec les principaux acteurs humanitaires présents sur le terrain, afin de soutenir «les efforts du gouvernement ukrainien destinés à répondre efficacement aux besoins». «Nous sommes prêts à augmenter notre soutien aux efforts ukrainiens de secours, si nécessaire», a ajouté le porte-parole, lors d'un point presse.

Contestation des États-Unis

Les ONG ont par la suite lancé plusieurs appels aux dons. Un appel entendu par la Russie qui a annoncé l'envoi d'une aide alimentaire dans l'est de l'Ukraine. Cependant, les États-Unis ont dénoncé une tentative d'invasion directe de la Russie par l'acheminement unilatéral de cette aide humanitaire.

Samantha Power, ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, a vivement réagit lors de la réunion

extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU: «Toute intervention unilatérale de la Russie en Ukraine, même sous prétexte d'octroyer une aide humanitaire, sera absolument inadmissible et suscitera une vive préoccupation. Elle sera considérée comme une invasion en Ukraine».

«Si la Russie souhaite envoyer une aide à la population de ces régions, je suis absolument sûre que mes collègues au sein du Conseil seront à même de prendre des mesures urgentes pour se persuader qu'une organisation internationale telle que le Comité international de la Croix-Rouge l'acheminera en Ukraine au lieu de la Russie», a-t-elle tranché. Face à cette allocution, Vitali Tchourkine a expliqué avoir examiné cette initiative avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon la veille et avoir reçu une lettre de son adjoint Jan Eliasson indiquant que «toutes les structures internationales, subordonnées à l'ONU sont prêtes à participer à l'acheminement de l'aide humanitaire en Ukraine». En parallèle, plusieurs pays occidentaux, dont la France et les États-Unis, envoient des aides humanitaires et militaires, sans pour autant être accusés de remettre en cause la souveraineté de l'Irak.

Céline Tabou

Amnesty dénonce l'impunité des groupes pro-Kiev

Dans l'est de l'Ukraine, les lignes de front ne cessent de bouger ces derniers mois, depuis que des séparatistes pro-russes ont pris le contrôle effectif de plusieurs villes stratégiques de la région.

Les forcés ukrainiennes sont engagées depuis plusieurs mois dans une offensive visant à rétablir l'autorité du pouvoir central de Kiev sur les zones tenues par les séparatistes pro-russes.

Ces opérations ne sont pas nécessairement suivies du retour à une situation de droit. Dans le cadre plus général de la dégradation des conditions de sécurité dans l'est du pays, Amnesty International a récemment fait part aux autorités ukrainiennes de son inquiétude concernant les agissements d'Oleg Liachko, un député à l'attitude particulièrement inacceptable, qui place en «détention» –

enlève, en réalité – et maltraite des personnes dans toute la région.

À la tête du Parti radical d'Ukraine, Oleg Liachko est membre du Parlement ukrainien et a été candidat aux dernières élections présidentielles. Il se déplace en compagnie de jeunes hommes musclés, armés et revêtus de treillis, une caméra omniprésente filmant ses «exploits». Les images disponibles sur son site internet font froid dans le dos. On y voit Oleg Liachko pénétrant dans des lieux publics ou privés, toujours escorté d'hommes en armes, pour ensuite enlever des personnes ou les contraindre à exécuter ses ordres. (Source Amnesty International)

(à suivre).

Réunionnais solidaires des peuples du Moyen Orient

Le CRCM pour le respect et la protection des Chrétiens et des minorités religieuses d'Orient

Le Conseil régional du culte musulman (CRCM) de La Réunion «condamne fermement leurs agissements criminels qu'aucune religion, qu'aucune morale, et qu'aucune société civilisée ne peuvent accepter. Il s'agit d'assassinats, de dégradations et de destructions d'édifices religieux multiséculaires qui sont les biens communs de l'Humanité».

Une situation de chaos prévaut aujourd'hui dans un certain nombre de pays arabes, comme c'est le cas en Libye, en Syrie et en Irak, suite aux changements de régime opérés ou tentés avec l'aide des pays occidentaux, et notamment par les Etats-Unis qui sont intervenus militairement.

Si des dictateurs comme Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi ont été chassés du pouvoir et ont même été éliminés physiquement, il n'en reste pas moins qu'une violence aveugle a gagné ces pays avec la libération de forces antagonistes jusqu'alors retenues et des confrontations ethniques et confessionnelles à l'instar des affrontements meurtriers qui n'épargnent pas les musulmans eux-mêmes, qu'ils soient de la même obédience, ou qu'ils soient Sunnites ou Chiites.

Ces Etats qui sont nés dans le cadre des marchandages et des luttes d'influence entre les puissances coloniales tout au long de la première moitié du 20^{ème} siècle ont ainsi souvent hérité lors de leur indépendance, de frontières arbitrairement délimitées et d'un découpage territorial séparant des populations pourtant homogènes et à l'identité affirmée.

Par ailleurs l'effondrement des structures fragiles de ces pays à la sortie d'une situation de guerre, et les difficultés économiques qui en ont découlé, ont contribué à l'installation d'une anarchie permettant toutes les dérives.

C'est ce que nous constatons en Irak, terre de vieille civilisation, abritant une mosaïque de peuples et de religions, avec la persécution des minorités Chrétiennes et Kurdes

Yézidites, et avec les atteintes graves dont ils font l'objet actuellement dans le nord du pays par des extrémistes se prévalant abusivement

de l'Islam, ignorant les fondamentaux et les valeurs de leur propre religion, et ne représentant en aucun cas le milliard et demi de musulmans du monde.

Le CRCM (Conseil Régional du Culte Musulman) condamne fermement leurs agissements criminels qu'aucune religion, qu'aucune morale, et qu'aucune société civilisée ne peuvent accepter. Il s'agit d'assassinats, de dégradations et de destructions d'édifices religieux multiséculaires qui sont les biens communs de l'Humanité

Le CRCM se joint à tous ceux qui réclament au Gouvernement français et à la communauté internationale, une réaction urgente en vue de protéger ces populations sans défense et de leur apporter toute l'aide nécessaire à leur survie, et à leur maintien dans leur propre pays.

Le CRCM rappelle que les Chrétiens orientaux sont chez eux en terre d'Islam, dans le cadre d'une pré-

sence plusieurs fois millénaire, avec les mêmes libertés, droits et devoirs que leurs autres concitoyens, et qu'ils doivent être ainsi respectés dans leurs croyances, leur dignité et protégés.

Cette situation très grave est vécue avec émotion, tristesse et consternation par la composante musulmane réunionnaise et a été publiquement dénoncée et vivement condamnée par ses représentants lors des célébrations de la fête de l'Eïd récemment organisées par le Département, la Région et certaines Mairies.

Nous partageons le cri de Mgr Gilbert AUBRY qui a déclaré dans une lettre ouverte « Quand la barbarie se déchaîne avec le fanatisme, les humains profondément croyants s'appuient avant tout sur la force de la prière ».

Comme lui « nous sommes à l'écoute des événements pour de possibles actions à partir de La Réunion ».

Saint-Denis le 10 Août 2014
Houssen AMODE

UNESCO : Parler sa langue maternelle n'est pas un handicap !

«De par leurs implications complexes sur le plan de l'identité, de la communication, de l'intégration sociale, de l'éducation et du développement, les langues ont une importance stratégique pour les peuples et pour la planète.

Il est de plus en plus admis que les langues jouent un rôle vital dans le développement : gages de la diversité culturelle et du dialogue interculturel, elles sont aussi un moyen d'atteindre

une éducation de qualité pour tous et de renforcer la coopération, de bâtir des sociétés du savoir inclusives et de préserver le patrimoine culturel, et de mobiliser la volonté politique en faveur de l'application des bienfaits de la science et de la technologie au

service du développement durable. Il est dès lors urgent d'agir pour que la communauté internationale élargie s'engage en faveur du multilinguisme et de la diversité linguistique.»

L'ÉCOLE DE LA NUIT (4)

La Grande Chaloupe

« On nous suit ?, fait Toilianti.

-Je crois.

-Attendez. Ce n'est pas ça. Écoutez ! »
Et Lukas dérange du pied quelques roches. « Et là », il marche alors en traînant les pieds.

« Vous avez entendu ?

-Oui.

-C'est un effet sonore : le bruit de nos pas se répercute derrière nous.

-Ça fout carrément les jetons, dit Toilianti.

-Bravo pour ton initiative!, tranche son grand compagnon. Ça ne nous suffisait pas d'être aveugles - ou quasiment, il va falloir encore qu'on devienne sourds ! »

Toilianti lui jette un regard froid. Ils reprennent la marche, un peu plus las, mais résignés. Parfois leurs pas chancellent sur les cailloux qui se sont détachés des parois et qui ont roulé sur la voie. Parfois les rails disparaissent sous un amas de pierre. Toilianti et Lukas se tiennent l'un l'autre. Sigismond seul devant peste.

« Tout est friable ici. Je n'aimerais pas qu'il y ait un tremblement de terre maintenant »

Soudain les deux amis voient en ombre chinoise leur grand camarade faire un saut de telle façon qu'il lâche la lampe qui vient heurter la paroi, et roule. Par chance, elle ne s'est pas éteinte.

« Qu'est-ce qu'il y a, Sigismond ?, crie Toilianti.

-LÀ ! LÀ !... ÇA A BOUGÉ ! IL Y A QUELQUE CHOSE !

Lukas se saisit de la lampe, l'endroit désigné par son camarade. Il n'y a que de la roche, le faisceau scrute les parois en haut, sur les côtés. Rien. Par terre, une flaque vide, d'une eau transparente.

« Qu'est-ce qui s'est passé, Sigismond ?, crie Toilianti.

-Je ne sais pas, il y a quelque chose qui était là. Qui est passé, comme ça, près de moi... Je ne sais pas ce que c'était... »

Lukas scrute. Il passe le faisceau au-dessus de la flaque, et dit : « Le reflet... C'est un reflet sur l'eau sur la roche. Comme ça. Tu as eu peur d'un reflet...

-MAIS NON !... Je vous jure, c'était flipant !

-Donne la lampe torche à Lukas !

-Eh, j'aimerais vous voir, vous, vous êtes toujours derrière ! Avec tout ce fénoir, tout paraît bizarre. Ce n'est pas de ma faute ! De toute façon, je garde

la lampe, on y va ! »

Il prend la torche des mains de Lukas. La colère a précipité le débit de sa voix, ça ressemble à de la panique.

« Eh, si le cheval d'Alexandre était effrayé par sa propre ombre, c'est qu'il était balaise ! »

Ils reprennent leur progression. Moins vite, comme si toute ombre dissimulait un piège. Valait mieux prendre ses précautions. Il n'y a plus que trois respirations. Ils sont aux aguets. De temps à autre, Lukas et Toilianti entendent le grand marmonner.

Ils avancent peut-être ainsi durant vingt minutes, ou dix.

« Qu'il est long, ce p... de tunnel ! », dit, à l'avant poste, Sigismond. Puis : « Vous ne trouvez pas que ça manque d'air ?

-C'est ton imagination. »

Pourtant, ils se sont arrêtés, ils sentent qu'il y a quelque chose de nouveau, ils écoutent, il semble qu'il y ait un bruit. Non, c'est juste leur respiration qui se précipite. Curieux, ils n'ont

pas fait d'effort. « Tu as raison. » Il fait presque frais et pourtant ils ont des bouffées de chaleur. Lukas se met à tousser. Sigismond, qui a des sueurs froides, demande de l'eau à Toila qui sort la bouteille.

« Eh, ne bois pas toute l'eau ! Pense aux autres !

-Désolé », rectifie le grand, d'un ton peu convaincu. « J'avais si soif. »

Puis il se passe de l'eau sur le visage sous le regard désapprobateur de Toila. Lukas continue de tousser, il se mouche ; pourtant il s'est un peu avancé et se penche devant.

« Là... Regardez ! »

Les autres s'approchent. Sigismond a brandi la torche, le faisceau parcourt une masse sombre, compacte. C'est en effet un important amas de rochers qui obstrue le passage. Ça fait comme un mur.

Jean-Charles Angrand

(Suite au numéro de mardi)



Otè!

Akoz pa in nouvèl jènès pou l'agrikiltir rényoné ?

Samdi, dann l'asanblé nout ban militan na in kmarad plantèr la pran la parol pou dir si i trouv pa in bon solisyon pou nout kann, nou lé frite. D'aprè sak li di l'agrikiltir La Rényon lé otonom pou katrovin pour san pou tout bann produi fré. Donk, pou li na pi la plas pou d'ot prodiktèr, parlpi si bann plantèr kane i mèt a plant légime, sansa fé l'élvaj, sansa ankòr fé fouraj pou z'animo... tout i mor. Donk, pou li, na poin d'ot solisyon ké sak bann plantèr i domann, donk gouvèrnman i doi péyé pou la kann i disparèt pa an dé mil disète.

Dann son kozman nana in bon épi in mové nouvèl. Lo bon sé ké bann z'agrikiltèr rényoné lé kapab produi bann produi fré nou la bézoïn an sifizans. Lo mové sé k'avèk sak l'Erop la désidé, avèk gouvèrnman fransé an konplis, késtyonn kota, épi késtyonn pri garanti, na pi kann a partir dé mil disète si gouvèrnman i soutien pa la prodiksyon. Pou li, lé pa késtyon bann plantèr i lans azot, konm na in bon pé d'tan dann bann kiltir la fine manké: lé vré in tan la di anou plant lo té, plant pirèt, plant tout sort kalité plantaj é sé nou k'té planté boudikont. Pars bann z'afèr-la la pa bien marshé. La di anou osi éspòrt zanana, éspòrt létshi mé la pa tro bien réisi. Nou la fé ziska tomat arbis mé san trap in bon rézilta.

Apré son kozman mi doi dir, moin la poz amoin bonpé késtyon dann mon tèt. Mi di pa ziska zordi li na tor. Lé vré nout gouvèrnman i pé pa larg anou konm in bann mal-prop é kondane tout nout agrikiltir pars sé sak v'arivé si lé shoz i spas konm ni pé an avoir la krintiv k'i spas. Mé si ni prépar anou bien avèk in tan sifizan, mi pans kann na ankòr son bo tan isi La Rényon konm moin la di pa solman pou lo sik mé konm matyèr promyèr pou lans nout révolisyon indistriyèl lo sistèm kolonyal la anbar anou shomin. Anplis ké sa nana d'ot kiltir ni nyabou fé é avèk in bon rézilta: moin la fine anparl lo té, i pé osi anparl pirèt, épi lo ri- sa nout manjaye lo pli prinsipal! L'orj é d'ot kiltir ankòr, mé pa an fougou, an bazan dsi la kalité, dsi l'organizasion..

Si lé shoz i spass konm k'i fo, si la roshèrch i akonpagn bien bann plantèr, si ni baz dsi la kalité konm pou lo kafé bourbon pointi... Akoz l'agrikiltir rényoné i artrouvèr pa in nouvèl jènès?

Justin